



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} avril 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Points 135 b) et 150 de l'ordre du jour

**Rapports financiers et états financiers audités
et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix et rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2021

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2021 [A/76/5 (Vol. II)]. Aux fins de son examen, le Comité consultatif s'est entretenu à distance avec les membres du Comité des opérations d'audit du Comité des commissaires aux comptes, qui lui ont fourni des renseignements complémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses le 3 février 2022. Il s'est également entretenu avec des représentantes et représentants du Secrétaire général, avec lesquels il a débattu des constatations des commissaires aux comptes dans le contexte du rapport du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes (A/76/723). Les représentantes et représentants du Secrétaire général lui ont fourni des renseignements complémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 22 mars 2022.



2. Les observations du Comité consultatif concernant certaines des constatations formulées par le Comité des commissaires aux comptes figurent également dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/76/760) et dans ses rapports consacrés aux diverses missions.

3. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a indiqué qu'il avait procédé à l'audit des activités du Siège relatives au maintien de la paix, des 12 missions en cours et des 34 missions terminées ainsi que des 6 comptes spéciaux. Au cours de l'exercice 2020/21, l'évolution de la pandémie de COVID-19 a permis au Comité de procéder à l'audit des opérations de maintien de la paix à partir du Siège à New York et du Centre de services mondial à Brindisi (Italie). La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), la liquidation de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et le Centre de services régional d'Entebbe ont fait l'objet d'un audit à partir du Centre de services mondial (A/76/5 (Vol. II), chapitre II, par. 2 et 4). S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé que la possibilité de procéder à l'audit de certaines opérations de maintien de la paix à partir du Siège et du Centre de services mondial avait permis d'atténuer considérablement l'incidence négative des restrictions des déplacements. Par exemple, le Centre de services mondial avait établi une liaison vidéo avec les opérations de maintien de la paix, ce qui avait permis au Comité des commissaires aux comptes de prendre le contrôle à distance des caméras/téléphones cellulaires des membres du personnel de l'ONU dans les missions pour inspecter les stocks et les immobilisations corporelles et prendre des photos et des vidéos.

4. **Le Comité consultatif félicite le Comité des commissaires aux comptes d'avoir maintenu la qualité de ses rapports, en dépit des difficultés soulevées par les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et salue la contribution apportée par l'auditeur principal pour les opérations de maintien de la paix au fil des années. Tout en prenant note des enseignements tirés, il considère que les audits à distance des opérations de maintien de la paix revêtent un caractère exceptionnel et espère que le Comité des commissaires aux comptes sera en mesure de reprendre dès que possible les audits sur place (voir également A/75/829, par. 4 et A/75/539, par. 5).**

Coopération entre l'Administration et le Comité des commissaires aux comptes

5. Le Comité des commissaires aux comptes a indiqué dans son rapport que, pour la première fois en six exercices, la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité avait adressé aux chefs d'entité un mémorandum intérieur, dans lequel elle leur avait demandé de fournir tous les commentaires et toutes les pièces justificatives dont le Comité des commissaires aux comptes pourrait avoir besoin pour évaluer l'état d'application des recommandations en suspens. Il a constaté que l'Administration avait été plus réactive qu'au cours des exercices précédents, ce qui avait contribué au nombre élevé de recommandations appliquées. Il a reconnu que l'Administration a fait davantage d'efforts pour appliquer les recommandations et fournir les pièces justificatives au cours de la période considérée que les années précédentes (A/76/5 (Vol. II), chapitre II, par. 10 et 12).

6. **Le Comité consultatif rappelle qu'il a recommandé que le Secrétaire général apporte sa pleine et entière coopération au Comité des commissaires aux comptes et que cette recommandation a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/249 B (voir également A/74/806, par. 22). Il prend note de**

l'amélioration de la coopération entre le Comité des commissaires aux comptes et l'Administration et encourage cette dernière à poursuivre sa collaboration avec le Comité afin de faciliter l'application rapide de ses recommandations et de favoriser une culture de la responsabilité au sein de l'Organisation (voir également [A/75/829](#), par. 7).

Déclaration relative au contrôle interne

7. Le Comité des commissaires aux comptes a noté dans son rapport une autre évolution positive intervenue au cours de la période considérée : pour la première fois, le Secrétaire général a publié une déclaration relative au contrôle interne dans laquelle il a assuré que le Secrétariat avait fonctionné dans le cadre d'un système efficace de contrôle interne en 2020. Les responsabilités et les problèmes en matière de contrôle interne étaient décrits dans la déclaration. Pour établir ce document, toutes les entités du Secrétariat, y compris les missions de maintien de la paix, avaient dû examiner les matrices de contrôle des risques, évaluer les risques et les contrôles pertinents et remplir des questionnaires d'auto-évaluation élaborés par la Section du contrôle interne, afin de déterminer le fonctionnement des contrôles internes existants dans chaque entité. Le Comité des commissaires aux comptes a examiné les matrices de contrôle des risques et les auto-évaluations des entités chargées des opérations de maintien de la paix et a recommandé, entre autres, que l'Administration réalise des analyses transversales et organise des ateliers avec les missions afin de leur fournir un meilleur retour d'information et de renforcer les échanges entre elles, réévalue le nombre de contrôles clés qui figurent dans les matrices de contrôle des risques afin de réfléchir aux moyens d'améliorer la déclaration sur le contrôle interne et étudie la mise en place d'une plateforme électronique (voir [A/76/5 \(Vol. II\)](#), chapitre II, par. 36 à 42). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que plusieurs missions devaient encore renforcer leurs contrôles internes dans les domaines des processus logistiques, des acquisitions de faible valeur et de la performance et des compétences du personnel. Il a également été informé que divers éléments de l'évaluation du contrôle interne pouvaient être pris en compte dans la mesure des résultats, notamment la conformité, la correction des lacunes et l'amélioration des processus. Le Comité des commissaires aux comptes a estimé que ces éléments pourraient être inclus dans les contrats de mission des hauts fonctionnaires.

8. **Le Comité consultatif note que le Comité des commissaires aux comptes se félicite de la publication de la déclaration relative au contrôle interne et des progrès réalisés par le Secrétariat dans le renforcement de l'environnement de contrôle (voir [A/76/5 \(Vol. II\)](#), chapitre II, par. 39).** Il examine aussi la déclaration relative au contrôle interne dans son dernier rapport sur l'application du principe de responsabilité ([A/76/728](#), par. 33).

II. Observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 30 juin 2021

A. Principales observations et recommandations

Aperçu de la situation financière

9. Le Comité des commissaires aux comptes a indiqué que le budget des opérations de maintien de la paix approuvé pour l'exercice 2020/21 était de 6,82 milliards de dollars, soit une augmentation de 0,01 milliard de dollars par rapport à l'exercice antérieur. Les dépenses ont été ramenées de 6,71 milliards de dollars en 2019/20 à 6,61 milliards de dollars en 2020/21, soit une diminution de 1,5 %. Un montant de

0,21 milliard de dollars n'a pas été utilisé en 2020/21 (2019/20 : 0,1 milliard de dollars) (A/72/5 (Vol. II), chap. II, par. 29). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la sous-utilisation des fonds était principalement due à un déploiement moins important de toutes les catégories de personnel en tenue et à un moindre nombre d'heures de vol en raison des restrictions des déplacements imposées par la COVID-19. Pour l'exercice 2020/21, le montant total des réaffectations était de 163,03 millions de dollars (soit 2,4 % du budget initial), un montant inférieur à celui enregistré pour 2019/20 (196,57 millions de dollars, soit 2,9 % du budget initial) (ibid., par. 32). On trouvera de plus amples renseignements concernant les montants réaffectés dans chaque mission à l'annexe II (Information budgétaire par mission) des états financiers (chap. V) figurant dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes.

10. Le Comité des commissaires aux comptes a souligné que la situation financière différait en fonction des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui était de la trésorerie. Au 30 juin 2021, alors que le ratio de liquidité immédiate était supérieur à 1 ou s'en approchait pour plusieurs missions et activités d'appui, il avoisinait zéro pour d'autres. Le Comité des commissaires aux comptes a été informé que la crise de trésorerie chronique touchant la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) avait persisté en 2020/21 et que le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) disposait de liquidités très faibles. Les trois missions avaient dû emprunter à la MINUSMA. Il a noté que les arriérés de contributions aux opérations de maintien de la paix étaient passés de 1,5 milliard de dollars au 30 juin 2017 à 2,3 milliards de dollars au 30 juin 2021 (A/76/5 (Vol. II), chapitre II, par. 33 et chapitre IV, par. 74). En réponse à ses questions à cet égard, le Comité consultatif a été informé que le montant des contributions non versées pour le BANUS au 30 avril 2021 s'élevait à 69,5 millions de dollars. Il a également été informé que la situation financière globale des opérations de maintien de la paix au 30 juin 2021 était légèrement meilleure qu'un an auparavant. Cependant, la liquidité demeurait le principal problème et le ratio de liquidité immédiate ne s'était pas amélioré.

Service de la lutte antimines

11. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a noté que le Service de la lutte antimines faisait appel au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) comme partenaire d'exécution pour presque toutes les activités de lutte contre les mines. Conformément au mémorandum d'accord, le Service de la lutte antimines devait généralement acquitter une commission de gestion de 8,15 % à l'UNOPS, ce qui majorait les frais généraux, car l'UNOPS faisait appel à des prestataires de services extérieurs. Pendant l'exercice 2020/21, le Service de la lutte antimines a versé à l'UNOPS 154,7 millions de dollars pour le financement des activités de lutte antimines dans les opérations de maintien de la paix, lesquelles avaient été exécutées principalement par des prestataires de services extérieurs. Le Comité des commissaires aux comptes a estimé qu'il serait plus rentable que le Service de la lutte antimines dispose de sa propre fonction Achats (A/76/5 (Vol. II), par. 43, 44 et 46). Ayant souhaité avoir des précisions, le Comité consultatif a été informé que la Division des achats du Siège et les sections des achats des missions achetaient la plupart des biens destinés à la lutte antimines. Il a également été informé qu'aux termes de l'annexe 2 de l'actuel mémorandum d'accord, les missions fournissaient gratuitement à l'UNOPS les éléments suivants : locaux (bureaux et/ou logements) pour le personnel ; mobilier et matériel de bureau ; papeterie et fournitures de bureau ; véhicules, entretien et carburant en fonction des allocations de la mission ;

transport sur des vols de l'ONU ; services de communication, notamment l'internet, le téléphone, les communications par satellite ; évacuations sanitaires ; et explosifs.

12. Dans son précédent rapport, le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé à l'Administration de faire établir une analyse indépendante du partenariat entre le Service de la lutte antimines et l'UNOPS et d'inclure dans le prochain mémorandum d'accord de nouvelles dispositions visant à assurer une plus grande transparence et une meilleure utilisation des ressources du Secrétariat (voir [A/75/5 \(Vol. II\)](#), chapitre II, par. 175 et 176). A sa demande de précisions, il a été répondu au Comité consultatif que le mémorandum d'accord actuel avait été prolongé jusqu'au 30 avril 2022. La négociation du mémorandum d'accord révisé était toujours en cours au 10 mars 2022. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a été informé que les commissions versées à l'UNOPS faisaient partie des questions négociées. S'agissant des changements attendus, le Comité a été informé que certaines dispositions seraient modifiées dans le nouveau mémorandum d'accord ou que de nouvelles dispositions y seraient ajoutées afin d'apporter des éclaircissements dans plusieurs domaines, tels que le champ d'application, les rôles et les responsabilités, le cadre réglementaire, les calendriers de paiement, les exigences en matière de rapports et les délais correspondants. En outre, le nouveau mémorandum couvrirait toutes les entités du Secrétariat, y compris l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organisation des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

13. Le Comité des commissaires aux comptes a noté également dans son rapport que, comme suite à ses recommandations de la période antérieure, l'Administration avait décidé que les postes de chef du programme de lutte antimines dans les missions seraient occupés par des fonctionnaires du Secrétariat et non de l'UNOPS. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé qu'à titre provisoire et exceptionnel, le Contrôleur avait autorisé la création de sept emplois de temporaire (autre que pour les réunions) pour les postes de chef du programme de lutte antimines jusqu'au 30 juin 2022. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Administration : a) définisse, dans les accords financiers conclus avec l'UNOPS, les relations hiérarchiques entre l'UNOPS et les chefs du programme de lutte antimines dans les missions ; b) détermine les catégories d'actifs que les missions devaient fournir à l'UNOPS dans le cadre des projets de lutte contre les mines et associe les chefs du programme de lutte antimines au contrôle et à la gestion des biens afférents aux projets ; et répertorie dans un document de référence les activités qui relèvent du Service de la lutte antimines (voir [A/76/5 \(Vol. II\)](#) par. 51, 57 et 61). L'Administration n'a pas accepté la recommandation concernant le document de référence car elle considérait qu'il était déjà régulièrement rendu compte des activités de lutte contre les mines dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité et dans les rapports sur l'exécution du budget à l'Assemblée générale, tandis que le Service de la lutte antimines assurait un suivi et un contrôle continus des activités des programmes sur le terrain. Selon elle, l'établissement d'un tel document ne saurait renforcer le suivi et le contrôle effectués par le Service de la lutte antimines ([A/76/723](#), par. 15).

14. Le Comité consultatif souscrit à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes tendant à répertorier les activités du Service de la lutte antimines dans un document de référence et compte que le mémorandum d'accord entre le Secrétariat et l'UNOPS sera rapidement finalisé et que des informations actualisées sur cette question, y compris sur les commissions de gestion versées à l'UNOPS, seront fournies à l'Assemblée générale lors de l'examen du présent rapport. Le Comité est d'avis que divers aspects du partenariat entre le Service de la lutte antimines et l'UNOPS doivent être

clarifiés, notamment le rôle des chefs du programme de lutte antimines, et que les services doivent être fournis gratuitement à l'UNOPS. Le Comité examine plus avant les questions liées à la prestation de services de lutte antimines dans son rapport d'ensemble sur les opérations de maintien de la paix ([A/76/760](#)).

Liquidation de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

15. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a examiné la liquidation de la MINUAD et a mis en évidence les problèmes liés à la délégation de pouvoirs, à l'absence d'une politique de gestion des ressources humaines relative à la réduction des effectifs et à la liquidation et au versement de la prime de danger et de l'indemnité de licenciement.

Délégation de pouvoirs

16. Le Comité des commissaires aux comptes a rappelé que, dans sa résolution [2559 \(2020\)](#), le Conseil de sécurité avait décidé de mettre fin au mandat de la MINUAD à compter du 31 décembre 2020. Le chef de la MINUAD, le Représentant spécial conjoint Union africaine-ONU pour le Darfour, avait quitté ses fonctions le 31 janvier 2021. Le Secrétaire général avait nommé (au Siège) un Sous-Secrétaire général au poste d'administrateur responsable de la MINUAD pour la période allant du 1^{er} février au 30 juin 2021. Le 28 juin 2021, l'administrateur responsable de la MINUAD avait adressé une lettre au Directeur de l'appui à la mission pour « le nommer responsable de la MINUAD à titre temporaire à partir du 1^{er} juillet 2021 et ce, jusqu'à nouvel ordre ». Le Comité des commissaires aux comptes a été d'avis que : a) les hauts responsables avaient quitté la mission prématurément ; b) le processus de délégation de pouvoirs n'avait pas été correctement enregistré puisque, conformément au paragraphe 2 de la circulaire [ST/SBG/2019/2](#), toutes les délégations de pouvoirs devaient être publiées et gérées sur le portail en ligne prévu à cet effet ; et c) le Directeur de l'appui à la mission de la MINUAD avait agi sans avoir l'autorité de « responsable d'entité » puisque la MINUAD avait cessé d'exister en tant qu'entité le 1^{er} janvier 2021 ([A/76/5 \(Vol. II\)](#), par. 64 à 73).

17. Pour remédier à cette situation, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Administration : a) veille à ce que les pouvoirs délégués aux administrateurs responsables soient enregistrés dans le portail de délégation de pouvoirs et b) définisse et codifie la délégation de pouvoirs pour les décisions administratives relatives à la gestion des ressources, y compris des ressources humaines, qui sont prises au stade de la réduction des effectifs et de la liquidation. L'Administration a souscrit à la recommandation. Toutefois, après avoir demandé des précisions, elle a fait référence à l'interprétation du Conseiller juridique de l'ONU selon lequel une entité juridique ne prenait pas fin à l'expiration du mandat mais continuait d'exister jusqu'à sa liquidation complète. Elle n'était pas d'accord non plus avec l'observation selon laquelle aucune délégation de pouvoirs ne pouvait être faite en dehors du portail, indiquant qu'il était expressément fait mention, au paragraphe 2.6 de la circulaire [ST/SBG/2019/2](#), d'une délégation automatique des pouvoirs à titre temporaire en cas de désignation d'un fonctionnaire par intérim. Elle a fait valoir qu'elle suivait de manière cohérente la pratique suivante : la délégation de pouvoirs était publiée sur le portail uniquement lorsque l'administrateur responsable était nommé par le Secrétaire général ou lorsque celui-ci approuvait sa nomination. Néanmoins, l'Administration a indiqué que la circulaire [ST/SBG/2019/2](#) serait révisée pour clarifier les situations dans lesquelles l'administrateur responsable faisait l'objet d'une sous-délégation de pouvoirs (*ibid.*, par. 74 à 76). S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que la circulaire révisée du Secrétaire général clarifierait également le statut juridique des entités à l'expiration de leur mandat.

18. Le Comité consultatif souscrit à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes sur la délégation de pouvoirs. Notant que l'objectif de la délégation de pouvoirs est de parvenir à une décentralisation de la prise de décisions, il estime nécessaire de définir la responsabilité individuelle, ainsi que les situations dans lesquelles la responsabilité est partagée entre le Siège et les bureaux extérieurs, en particulier en période de transition, par exemple lors de l'établissement ou de la liquidation d'une mission (A/76/728, par. 29).

Absence d'une politique de gestion des ressources humaines pour la réduction des effectifs et la liquidation

19. Le Comité des commissaires aux comptes a rappelé ses recommandations antérieures tendant à ce que les fonctionnaires restent disponibles jusqu'après la date de liquidation des missions de maintien de la paix pour achever les tâches en suspens et à ce que les chefs des unités hors Siège restent à leur poste et demeurent responsables de la fermeture de leur unité (A/74/5 (Vol. II), chap. II, par. 389, et A/72/5 (Vol. II), chap. II, par. 464). Il a aussi rappelé qu'en 2018 et 2019, le Secrétaire général avait annoncé à l'Assemblée générale que l'ancien Département de la gestion avait élaboré une politique de réduction des effectifs à l'échelle de l'Organisation, portant principalement sur la restructuration et ses incidences sur le personnel, qui était en train d'être achevée (A/72/756, par. 153). La politique n'avait pas été promulguée en mars 2022 (A/76/5 (Vol. II), chap. II, par. 84 et 85).

20. Le Comité des commissaires aux comptes a estimé que l'absence d'une telle politique avait joué sur la décision de sélectionner les membres de l'équipe de liquidation de la MINUAD sans procéder à un examen comparatif. Il a indiqué que la mission avait élaboré des directives sur la cessation de service du personnel qui stipulaient qu'un examen comparatif serait effectué, au besoin, en cas de réduction des effectifs. Il était d'avis que la MINUAD n'avait pas respecté ses propres directives concernant la cessation de service. L'Administration a souligné que les membres de l'équipe de liquidation avaient été sélectionnés par la MINUAD conformément aux pouvoirs qui lui avait été délégués par le Secrétaire général et non par l'intermédiaire du département concerné, qui avait joué un rôle consultatif. Le Comité des commissaires aux comptes a estimé que l'étendue des pouvoirs délégués au Directeur de l'appui à la mission le mettait dans une position difficile, car il avait des contacts quotidiens avec les membres du personnel dont il était censé se séparer (ibid., par. 98 à 100). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé par l'Administration que l'examen comparatif ne s'appliquait qu'à la phase de réduction des effectifs de la MINUAD et que la procédure n'avait jamais été utilisée pour la mise en place d'une équipe de liquidation.

21. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Administration promulgue une politique de gestion des ressources humaines relative à la réduction des effectifs et à la liquidation (ibid., par. 95). L'Administration n'a pas souscrit à cette recommandation et a demandé au Comité de clore les recommandations antérieures sur le maintien en fonction des hauts fonctionnaires pendant la liquidation, car elle estimait qu'une politique consistant à garder les fonctionnaires disponibles jusqu'après la date de liquidation et à faire en sorte que les chefs des unités hors Siège restent à leur poste et demeurent responsables de la fermeture de leur unité ne serait pas applicable. Sollicitée, l'Administration, citant les dispositions de l'instruction administrative ST/AI/2010/3 sur le système de sélection du personnel, a noté que tout fonctionnaire choisi pour un poste dans un autre lieu d'affectation, y compris une mission de maintien de la paix ou une mission politique spéciale, était libéré de ses fonctions au plus tard deux mois après la date à laquelle le service qu'il quittait était informé de la décision finale et que, si le candidat choisi ne prenait pas ses fonctions dans les délais impartis, un autre candidat pouvait être choisi sur la liste approuvée.

pour ce poste. Elle a en outre souligné qu'elle ne pouvait pas empêcher les membres du personnel de postuler et d'être sélectionnés pour un autre emploi et que le Département de l'appui opérationnel intervenait pour négocier les dates de réaffectation des hauts fonctionnaires avec les entités d'accueil. Elle a informé le Comité des commissaires aux comptes qu'elle avait pris des mesures pour atténuer les problèmes de ressources humaines en cas de réduction des effectifs, notamment en publiant des directives et en mettant en place un mécanisme de mise à disposition de renforts (ibid., par. 97). Dans son rapport sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes pour 2020/21, le Secrétaire général a également indiqué qu'une politique de réduction des effectifs était en cours d'élaboration (A/76/723, par. 20 et 21). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que l'objectif de la nouvelle politique était de déterminer dans quel ordre devaient se faire les départs et de faciliter les affectations des membres du personnel dans l'entité réduisant ses effectifs et à l'extérieur de celle-ci, et non de garantir le maintien dans l'équipe de liquidation.

22. Le Comité consultatif souscrit à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes et recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui présenter à titre prioritaire, pour examen et approbation, la politique de gestion des ressources humaines relative à la réduction des effectifs et à la liquidation, et compte que cette politique portera, entre autres, sur la question du départ prématuré des hauts fonctionnaires des missions lors des phases de réduction des effectifs et de liquidation (voir également A/75/822, par. 75, A/74/737, par. 60, et A/73/755, par. 75). Il prend note des observations du Comité des commissaires aux comptes concernant le recours à l'examen comparatif pour le choix des équipes de liquidation et compte que de nouvelles consultations seront menées avec l'Administration pour répondre aux préoccupations du Comité des commissaires aux comptes.

Prime de danger

23. Le Comité des commissaires aux comptes a constaté que la MINUAD avait accordé une prime de danger à 66 membres du personnel qui étaient censés travailler à domicile et n'étaient donc pas physiquement présents dans la zone de la mission. Selon l'instruction administrative sur la prime de danger (ST/AI/2020/6, par. 6.1), avait droit à la prime de danger tout membre du personnel qui remplissaient les conditions et se trouvaient dans un lieu ouvrant droit à la prime. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Administration veille à ce que l'instruction administrative soit respectée et à ce que cette prime soit uniquement versée aux fonctionnaires qui sont physiquement présents dans les lieux d'affectation concernés. Il a également recommandé à l'Administration d'examiner la possibilité de récupérer les sommes versées au titre de cette prime aux fonctionnaires ne remplissant pas les conditions requises. L'Administration a souscrit à la recommandation et a fait savoir qu'elle avait appliqué la première partie de la recommandation et qu'elle faisait tout son possible pour recouvrer le trop-perçu estimé à 114 000 dollars (A/76/5 (Vol. II), chap. II, par. 78 à 83). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu le tableau ci-dessous sur les avantages et les prestations auxquels n'auraient plus droit, dans certaines conditions, un membre du personnel ne se trouvant pas dans le lieu d'affectation.

Motifs pour lesquels les avantages et les prestations ne sont pas octroyés lorsqu'un membre du personnel n'est pas présent dans un lieu d'affectation

<i>Avantages et prestations</i>	<i>Motifs</i>
Prime de mobilité et de sujétion et élément famille non autorisée	Le membre du personnel est soit en congé spécial sans traitement, soit absent du lieu d'affectation pour des raisons autres que le congé annuel ou un voyage autorisé
Prime de danger	Le membre du personnel est absent du lieu d'affectation
Congé de détente	
Évacuation sanitaire	
Maladie ou accident lors d'un voyage autorisé (annexe D du Règlement du personnel)	Le membre du personnel est en congé
Allocation-logement	Le membre du personnel a résilié le contrat de bail ou le contrat de bail a expiré et il ne paie pas de loyer dans le lieu d'affectation
Indemnité pour frais d'études et frais connexes	Le membre du personnel est soit en congé spécial sans traitement, soit dans le pays d'origine/le lieu de congé dans les foyers pour des raisons autres que le congé annuel ou un voyage autorisé
Congé dans les foyers	Le membre du personnel est soit en congé spécial sans traitement, soit dans le pays d'origine/le lieu de congé dans les foyers pour des raisons autres que le congé annuel ou un voyage autorisé
Voyage en visite à la famille	
Prime de rapatriement	

24. Le Comité consultatif souscrit à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes concernant la prime de danger et compte que des informations actualisées sur la récupération du trop-perçu seront fournies à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le présent rapport.

Indemnités de licenciement

25. Le Comité des commissaires aux comptes a constaté que la MINUAD avait offert de verser des indemnités de départ à 187 fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent ou continu et devant être licenciés. En outre, la mission avait offert de verser une indemnité de départ exceptionnelle à 17 membres du personnel qui étaient également titulaires d'un engagement permanent ou continu et qui devaient être licenciés alors qu'ils avaient atteint l'âge normal de la retraite. En échange, les membres du personnel concernés signeraient des mémorandums d'accord, aux termes desquels ils ne contesteraient pas le licenciement et ne pourraient pas prétendre à un poste dans l'Organisation pendant trois ans à compter de la date de cessation de service. Le Comité des commissaires aux comptes a déterminé qu'au 11 novembre 2021, 85 mémorandums d'accord avaient été signés et a déterminé qu'entre mai et octobre 2021, 88 membres du personnel avaient reçu une indemnité de licenciement. Au total, l'ONU avait versé aux membres du personnel 9,3 millions de dollars, dont 2,4 millions de dollars d'indemnités de licenciement majorées. Le Comité des commissaires aux comptes a indiqué que, conformément à l'alinéa a) de l'article 9.3 du Statut du personnel, le Secrétaire général pouvait mettre fin à l'engagement de tout

fonctionnaire nommé à titre continu si les nécessités du service imposaient la suppression du poste ou une compression d'effectifs. L'alinéa e) de la disposition 9.6 du Règlement du personnel établissait un ordre de priorité pour le maintien en poste, les titulaires d'un engagement continu passant avant ceux titulaires d'autres types d'engagements¹. Conformément à l'alinéa d) de l'article 9.3, le Secrétaire général pouvait, lorsque les circonstances le justifiaient, verser une indemnité de licenciement supérieure de 50 %, au plus, à celle normalement prévue par le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies (A/76/5 (Vol. II), chap. II, par. 102, 105 et 106).

26. Le Comité des commissaires aux comptes a estimé que la décision de l'Administration de verser des indemnités de licenciement majorées et exceptionnelles n'avait pas été prise dans le meilleur intérêt de l'Organisation. Les informations fournies par le Comité dans son rapport montraient que les paiements avaient été effectués en raison de la difficulté de réaffecter les membres du personnel de la MINUAD dont l'Organisation devait se séparer et pour prévenir les litiges. Selon le Comité des commissaires aux comptes, si l'Administration était tenue de chercher un poste correspondant aux aptitudes du (de la) fonctionnaire, elle n'était pas dans l'obligation d'en trouver. Selon le Comité, si l'Administration était en mesure de démontrer qu'elle n'avait pas trouvé de tel poste, le ou la fonctionnaire ne pouvait prétendre à être maintenu(e) en poste et sa demande de contrôle hiérarchique ou son recours devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies n'aurait aucune chance d'aboutir. En outre, le Comité a souligné que le montant maximal de l'indemnité de licenciement majorée était versé à tous les fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent ou continu, sans examiner au cas par cas s'il était justifié de verser ce montant. S'agissant des fonctionnaires qui avaient atteint l'âge normal de la retraite, il a considéré que, sur la base de l'alinéa c) de la disposition 9.8 du Règlement du personnel, une indemnité de licenciement ne devrait pas être versée à un fonctionnaire qui, à la cessation de service, recevrait une pension de retraite en vertu de l'article 28 des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (ibid., par. 102 et 110 à 112).

27. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Administration a) veille à ce que le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies soient respectés afin d'éviter que des indemnités injustifiées soient versées aux fonctionnaires dont la réaffectation n'avait pas été possible b) ne verse une indemnité majorée qu'après avoir examiné chaque cas individuellement. L'Administration n'a pas souscrit à la première recommandation car elle a estimé qu'il y avait une obligation de verser une indemnité exceptionnelle de licenciement à un fonctionnaire titulaire d'un engagement permanent ou continu qui n'avait pas encore atteint l'âge normal de la retraite au moment de la résiliation de son engagement. Selon elle, l'Organisation était juridiquement tenue de respecter les dates révisées de fin d'engagement des fonctionnaires âgés de plus de 60 ans dont l'engagement permanent ou continu expirerait à l'âge obligatoire de la cessation de service à 65 ans, au lieu de 60 ou 62 ans, en raison du relèvement de l'âge obligatoire de la cessation de service (ibid., par. 114 à 121). Ayant demandé des précisions sur l'effort de réaffectation, le Comité consultatif a été informé qu'en mai 2021, l'Administration avait mis en place une équipe de réaffectation au sein du Bureau des ressources humaines qui avait réussi à placer 93 membres de l'équipe de liquidation à divers postes au sein de l'Organisation.

¹ Conformément à l'alinéa d) de la disposition 13.1 du Règlement du personnel, les fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent sont retenus de préférence aux fonctionnaires titulaires de tout autre type d'engagement (y compris les engagements continus).

28. Le Comité consultatif prend note de la recommandation du Comité des commissaires aux comptes tendant à ce que l'Administration veille à ce que le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies soient respectés afin d'éviter que des indemnités injustifiées soient versées aux fonctionnaires dont la réaffectation n'a pas été possible, et souscrit à la recommandation tendant à ce qu'une indemnité majorée ne soit versée qu'après examen de chaque cas individuellement.

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

29. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a relevé plusieurs anomalies dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement des opérations de maintien de la paix. Ces anomalies tenaient à l'évaluation des niveaux des stocks, aux stocks et véhicules excédentaires, au vieillissement des stocks et excédents et à l'achat d'articles déjà en stock. Le Comité a estimé que toutes les missions devraient établir les niveaux de stocks requis, comme prévu dans le manuel de gestion centralisée des entrepôts sur le terrain. Tout en notant que l'Administration avait mis en place certaines mesures d'efficacité et prévoyait d'en prendre d'autres à l'avenir pour améliorer la gestion des stocks, il a recommandé que soit créé un mécanisme central d'analyse et de contrôle de l'exécution permettant a) d'analyser les immobilisations corporelles et les stocks de l'ensemble des missions et centres de services, de façon à réaliser des économies d'échelle ; b) de repérer les éventuels excédents de stock et de prendre les mesures correctrices voulues ; c) de garantir la gestion continue de la cession des actifs ; d) de lever les obstacles auxquels se heurtent les missions et les centres de services (A/76/5 (Vol. II), chap. II, par. 130-134). L'Administration a souscrit à la recommandation et a fixé le troisième trimestre de 2024 comme date cible pour sa mise en œuvre (A/76/723, par. 26). Le Comité consultatif note que le Comité des commissaires aux comptes a souligné à plusieurs reprises dans ses précédents rapports l'importance d'Umoja non seulement en tant que système d'information financière, mais aussi pour l'administration d'autres processus administratifs de base tels que la gestion des ressources humaines ou de la chaîne d'approvisionnement (A/75/5 (Vol. II), par. 101, A/74/5 (Vol. II), par. 92, et A/72/5 (Vol. II), par. 190).

30. Le Comité consultatif souscrit à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes concernant la gestion de la chaîne d'approvisionnement et rappelle que, dans sa résolution 75/242 B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer de renforcer les mécanismes de supervision et de contrôle interne relatifs aux achats et à la gestion des biens dans les missions de maintien de la paix.

B. Autres observations et recommandations

Cas de fraude ou de présomption de fraude

31. Le Comité des commissaires aux comptes a indiqué que le Bureau du contrôleur avait signalé 13 cas de fraude pour un montant de 0,24 million de dollars, contre 23 cas pour un montant de 0,08 million de dollars au cours de l'exercice précédent. Il avait également signalé 111 cas de fraude présumée, portant sur un montant de 0,76 million de dollars, contre 100 cas portant sur un montant de 2,86 millions de dollars au cours de l'exercice précédent (A/76/5 (Vol. II), chap. II, par. 155 à 157 et tableau II.4). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'aucune mesure corrective n'était à signaler pour l'ensemble de la liste des 111 cas de fraude présumée et des 7 cas de fraude. Il a également été informé que, selon le Comité des commissaires aux comptes, les changements découlant des travaux sur la

déclaration relative au contrôle interne pourraient améliorer la prévention de la fraude.

32. Le Comité consultatif se déclare à nouveau préoccupé par le nombre de cas de fraude et de présomption de fraude et réaffirme que le Secrétaire général doit mettre davantage l'accent sur la sensibilisation à la fraude et sa prévention et que cette question doit être examinée plus avant dans les futurs rapports du Comité des commissaires aux comptes (voir également A/74/806, par. 21). Il espère que des informations sur les montants récupérés seront fournies à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport.

Perspectives

33. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes s'est appuyé sur l'expérience de son auditeur principal sortant pour les opérations de maintien de la paix, qui a siégé au Comité pendant six ans, pour donner son avis sur les domaines suivants, qu'il jugeait particulièrement importants pour les opérations de maintien de la paix et qui pourraient nécessiter des mesures de la part de l'Administration dans les années à venir :

a) **Gestion axée sur les résultats et Umoja.** Le Comité des commissaires aux comptes a rappelé qu'Umoja avait été mis en œuvre en trois phases. Les deux premières phases, Umoja-Démarrage et Umoja-Extension 1, concernaient les procédures administratives. La troisième phase, Umoja- Extension 2, avait fourni, entre autres, les solutions de planification stratégique, de budgétisation et de gestion de la performance. Il a rappelé également que, dans son douzième et dernier rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré, le Secrétaire général avait déclaré que la réforme budgétaire mise en place au Secrétariat, qui liait maintenant, pour chaque sous-programme, l'objectif à un ensemble complet d'activités et à des résultats, avait donné un élan au renforcement de la gestion axée sur les résultats (voir A/75/386). Le Secrétaire général a cependant signalé que les nombreuses différences entre le budget des opérations de maintien de la paix et le nouveau budget ordinaire, notamment au niveau des exercices budgétaires, des structures du cadre stratégiques, des rubriques budgétaires et des méthodes de communication de l'information sur l'exécution du budget, étaient une source de difficultés. Le Comité des commissaires aux comptes a considéré qu'un effort concerté du côté des entités clientes, notamment des consultations avec les États Membres, s'imposaient si l'on voulait réduire les divergences et optimiser l'utilité de la solution Umoja (A/76/5 (Vol. II), chap. II, par. 140 à 143) ;

b) **Délégation de pouvoirs concernant les programmes.** Le Comité des commissaires a noté qu'en 2019, le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix avait publié la politique intitulée « Autorité, commandement et contrôle dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ». Selon lui, cette politique définissait de manière générale les attributions relatives à l'exécution des mandats pour les fonctions de rang inférieur à celles des chefs de mission. Toutefois, une circulaire du Secrétaire général concernant le Département des opérations de paix, dans laquelle seraient précisés les pouvoirs du Secrétaire général, du Secrétaire général adjoint aux opérations de paix et des chefs de mission en matière de programme et d'exécution des mandats, n'avait toujours pas été publiée, bien que la réforme de la gestion ait été mise en œuvre il y avait près de trois ans. Le Comité des commissaires aux comptes a estimé que la délégation de pouvoirs du côté de l'exécution du mandat n'avait pas été clarifiée. L'Administration a souligné que les chefs d'entités de maintien de la paix étaient chargés d'exécuter le mandat des missions qu'ils dirigeaient. Les mandats étaient définis dans les résolutions du Conseil de sécurité, tandis que le Département des opérations de paix fournissait aux

missions des directives et des orientations stratégiques, notamment afin d'élaborer des programmes correspondant aux mandats (ibid., par. 144 à 146). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les projets de circulaire du Secrétaire général pour le Département des opérations de paix et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix avaient été établis et étaient en cours de finalisation de façon conjointe, en raison de la nécessité de faire en sorte que les deux projets soient complets et mutuellement cohérents, notamment du point de vue de la structure politique et opérationnelle régionale unique. Il était prévu de promulguer en 2022 les nouvelles circulaires révisées ;

c) Renforcement des première et deuxième lignes de maîtrise des risques.

Le Comité des commissaires aux comptes a rappelé que, dans son septième rapport sur le dispositif d'application du principe de responsabilité, le Secrétaire général avait insisté sur la nécessité d'accorder une plus grande importance au modèle des trois « lignes de maîtrise des risques » afin d'améliorer l'efficacité des dispositifs de gestion des risques et de favoriser l'application du principe de responsabilité [A/72/773, par. 41]. Il a accueilli avec satisfaction l'adoption du modèle des trois lignes de maîtrise des risques visant à favoriser l'application du principe de responsabilité et a noté que, selon ce modèle, les responsables, en première ligne, et les hauts fonctionnaires, en deuxième ligne, devaient contrôler régulièrement les activités administratives et celles relatives aux programmes et immédiatement répercuter l'information en cas de non-conformité et de dysfonctionnement (A/76/5 (Vol. II), chap. II, paras. 147 et 148) ;

d) Financement de l'appui aux opérations de maintien de la paix.

Le Comité des commissaires aux comptes a rappelé que les missions de maintien de la paix bénéficiaient de l'appui du Centre de services régional d'Entebbe et du Centre de services mondial ainsi que de divers départements du Siège. En 2015, l'Assemblée générale avait octroyé au Centre de services régional d'Entebbe « son autonomie en matière de gestion et de fonctionnement » et un budget distinct (résolution 69/307, par. 62). Le Comité a indiqué que le Centre de services mondial déterminait aussi le montant des ressources qu'il demandait dans son propre budget. Il a noté que depuis que la réforme de la gestion avait pris effet en 2019, le cadre organisationnel des activités d'appui au maintien de la paix avait changé. Le Centre de services régional d'Entebbe et le Centre de services mondial n'étaient pas considérés comme des entités dans le dispositif révisé de délégation des pouvoirs. En mars 2020, l'Administration avait proposé un nouveau mécanisme de financement visant à répartir entre le budget ordinaire et le budget de maintien de la paix les coûts associés au Département de l'appui opérationnel et au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, sur la base de l'ensemble de leurs effectifs. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Administration réfléchisse à d'autres méthodes, y compris l'analyse de la charge de travail, pour déterminer la répartition des coûts et inclure toutes les autres entités cofinancées par le compte d'appui dans le modèle de financement (A/75/5 (Vol. II), chap. II, par. 77 à 84). Il a noté que l'Assemblée n'avait pris aucune mesure concernant le modèle de financement proposé (A/76/5 (Vol. II), chap. II, par. 149 à 152).

34. Le Comité consultatif compte que l'Administration suivra de près les domaines mis en évidence par le Comité des commissaires aux comptes en raison de leur importance pour les opérations de maintien de la paix et qu'elle informera l'Assemblée générale, le cas échéant.

III. Application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes

A. Recommandations pour 2020/21

35. Le Comité des commissaires aux comptes a formulé 10 recommandations pour la période 2020/21, dont trois recommandations qui n'avaient pas été acceptées et sept recommandations en cours d'application qui devraient être appliquées entre le deuxième trimestre de 2022 et le troisième trimestre de 2024 ([A/76/723](#), tableau 2). Comme indiqué aux paragraphes 14, 22 et 28 ci-dessus, les recommandations qui n'avaient pas été acceptées concernaient le document de référence dans lequel seraient répertoriées les activités relevant du Service de la lutte antimines ; la promulgation d'une politique de gestion des ressources humaines relative à la réduction des effectifs et à la liquidation, afin de garder en poste les hauts responsables de la mission pendant la phase de liquidation ; et la nécessité de veiller à ce que le Statut et le Règlement du personnel soient respectés afin d'éviter que des indemnités injustifiées ne soient versées aux fonctionnaires dont la réaffectation n'avait pas été possible.

B. Recommandations remontant à des périodes antérieures

36. Le Comité des commissaires aux comptes a indiqué qu'au cours de la période considérée, 89 recommandations figurant dans les précédents rapports approuvés par l'Assemblée générale restaient en suspens. Au 30 juin 2021, 53 de ces recommandations avaient été appliquées, 22 étaient en cours d'application, 9 n'avaient pas été appliquées et 5 étaient devenues caduques ([A/76/5 \(Vol. II\)](#), chap. II, par. 9 et annexe II). Dans son rapport, le Secrétaire général a indiqué qu'en février 2022, 18 recommandations étaient en cours d'application et que 13 avaient fait l'objet d'une demande de classement ([A/76/723](#), tableau 4). Sollicitée, l'Administration a confirmé qu'elle devait appliquer les recommandations du Comité, qui avaient été approuvées par l'Assemblée générale. Toutefois, elle a estimé que, dans certaines situations, elle pouvait démontrer au Comité soit que les problèmes qui les avaient motivés avaient été traités d'une manière différente de celle préconisée dans les recommandations soit que les recommandations étaient devenues caduques.

37. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a souligné les problèmes suivants concernant certaines des recommandations toujours en suspens :

a) Aucun progrès n'avait été fait depuis trois ans concernant les plans de travail et les examens des objectifs, des procédures et des besoins en personnel des équipes opérationnelles intégrées. Le Comité a rappelé que, comme l'avait indiqué le Secrétaire général en 2010, il appartenait à ces équipes de fournir aux missions des conseils et un appui sur les plans opérationnel et stratégique pour les aider à faire face aux problèmes auxquels elles se heurtaient au quotidien, mais aussi de coordonner l'établissement des rapports que le Secrétaire général devait adresser au Conseil de sécurité à propos des missions ([A/65/669](#), par. 5). En 2019, le Comité a recommandé que l'Administration revoie les objectifs, procédures et besoins en personnel des équipes opérationnelles intégrées en tenant compte de la réforme du pilier Paix et sécurité et que la directive relative ces équipes soit mise à jour sur la base des résultats de l'examen précité ([A/73/5 \(Vol. II\)](#), chap. II, par. 183 et 185). Les dates cibles pour l'application de ces recommandations avaient été initialement fixées à 2019, puis reportées à 2020 et, dans son dernier rapport, le Secrétaire général avait indiqué que les dates cibles révisées seraient juin 2022 ([A/76/5 \(Vol. II\)](#), chap. II, par. 17, et [A/76/723](#), par. 47 et 49). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été

informé que l'Administration avait lancé un examen des objectifs, des procédures et des besoins en personnel des équipes opérationnelles intégrées, auquel contribuerait un consultant principal. Le rapport d'examen de la gestion devrait contenir des constatations et des recommandations clés et fournir aux départements des orientations propres à clarifier les objectifs, les procédures et les besoins en personnel des équipes opérationnelles intégrées ;

b) Aucun progrès n'avait été fait s'agissant de l'intégration de la procédure de constitution des forces dans Umoja, comme suite à la recommandation faite à cet égard par le Comité à l'Administration en 2019 ([A/73/5 \(Vol. II\)](#), par. 153). Le Secrétaire général a indiqué que l'Administration créerait un groupe de travail composé de représentants des départements concernés et de l'équipe Umoja ([A/73/750](#), par. 41). En 2020, le Secrétaire général a fait savoir que le Département des opérations de paix et le Département de l'appui opérationnel avaient mis en place un groupe de travail chargé d'entreprendre un examen et d'élaborer une note de cadrage aux fins de l'application de la recommandation. Le Comité a été informé que le délai de décembre 2023 annoncé par l'Administration pour l'achèvement du projet était, à ce stade, indicatif et serait précisé au fur et à mesure de la définition de la portée et des besoins ([A/76/5 \(Vol. II\)](#), chap. II, par. 19 à 21, et [A/76/723](#), par. 45). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le groupe de travail mis en place par les départements progressait dans la détermination de la portée de ce projet complexe et des contraintes qu'il supposait. Il a également été informé que le Système de préparation des moyens de maintien de la paix était le seul mécanisme de sélection d'une unité militaire ou de police en vue d'un déploiement et qu'il devrait être intégré à Umoja ;

c) Aucune directive visant à prévoir systématiquement des dommages-intérêts libératoires dans les contrats concernant les systèmes de drones aériens n'avait été formulée. Le Comité a recommandé que l'Administration prévoie, dans les contrats concernant les systèmes de drones aériens, des dispositions types, par exemple une clause pénale, et qu'elle ne renonce à demander réparation au titre de ces contrats, par exemple des dommages-intérêts libératoires, qu'après en avoir officiellement consigné les raisons et avoir obtenu l'autorisation d'un(e) sous-secrétaire général(e) ([A/75/5 \(Vol. II\)](#), chap. II, par. 154 et 155). L'Administration a expliqué qu'il était difficile de savoir quand et comment introduire des clauses pénales ou d'autres dispositions de recouvrement des coûts dans les contrats de l'ONU et que de telles dispositions ne convenaient pas dans tous les cas. Le Comité estime que le Secrétaire général n'a pas répondu à la demande de l'Assemblée générale d'appliquer les recommandations, alors même qu'il en avait demandé le classement ([A/76/5 \(Vol. II\)](#), chap. II, par. 23 à 28, et [A/76/723](#), par. 79 et 81). En réponse à sa question, le Comité consultatif a été informé que l'Administration considérait toujours que l'application des dispositions des contrats relatives aux dommages-intérêts libératoires revêtait un caractère discrétionnaire et qu'il lui serait difficile de solliciter à chaque fois une dérogation auprès d'un(e) sous-secrétaire général(e) pour une mesure discrétionnaire, étant donné le nombre de contrats qu'elle devait gérer.

38. Le Comité consultatif voudrait souligner les questions supplémentaires suivantes intéressant les recommandations en suspens :

a) Il n'y avait pas eu de progrès dans la gestion des listes de réserve. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Administration modifie la politique régissant les listes de réserve afin d'en faciliter la création, la gestion et le nettoyage. Dans son dernier rapport, il a indiqué que la question du système de sélection du personnel, y compris les listes de réserve, faisait l'objet de discussions au sein du Comité Administration-personnel et que les modifications des aspects

stratégiques et opérationnels de la gestion de ces listes, y compris le nettoyage des données, devraient être effectives en décembre 2022 (A/76/5 (Vol. II), chap. II, annexe II, et A/76/723, par. 55 et 56] ;

b) La correction des erreurs dans les données requises pour l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service était toujours en cours. En 2020, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que soient corrigées les données erronées relatives à la durée de service et à la période de cotisation du personnel utilisées aux fins de l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Il a considéré que la recommandation était toujours en cours d'application, tandis que le Secrétaire général considérait qu'elle avait été appliquée et demandait son classement (A/76/5 (Vol. II), chap. II, annexe II, et A/76/723, par. 59). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, pour l'évaluation de 2021, le Secrétariat avait utilisé à la fois les dates d'entrée en fonctions et les périodes de cotisation aux régimes d'assurance maladie de l'ONU, qui étaient plus précises et plus pertinentes. Pour les quelque 33 000 fonctionnaires en activité recensés, le Secrétariat avait pu remplacer la date d'entrée en fonctions par les périodes admissibles de cotisation aux régimes d'assurance maladie dans près de 14 000 cas ; vérifier que 2 000 membres du personnel n'avaient pas droit à l'assurance maladie après la cessation de service ; et confirmer que 13 000 y avaient droit au titre du régime d'assurance médicale des fonctionnaires recrutés localement, pour lequel la date d'affiliation coïncide avec la date d'entrée en fonctions. Pour l'évaluation de 2023, le Secrétariat vérifiera les données historiques d'affiliation des participants au régime d'assurance médicale afin d'améliorer encore l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service.

39. Le Comité consultatif note avec préoccupation l'absence de progrès dans l'application de recommandations approuvées par l'Assemblée générale. Il rappelle que l'Assemblée a demandé à plusieurs reprises au Secrétaire général de veiller à ce que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient promptement appliquées dans leur intégralité et d'exposer en détail les raisons des retards pris dans l'application des recommandations en suspens, les causes profondes des problèmes récurrents et les mesures à prendre (résolution 75/242 B, par. 7 et 10 ; voir également A/75/289, par. 57 et A/74/806, par. 22, 24 et 27).

IV. Conclusion

40. Le Comité consultatif réaffirme que les constatations présentées chaque année par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports d'audit constituent un pilier essentiel du cadre de contrôle de l'Organisation, garantissent la conformité avec le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU et représentent un outil précieux pour améliorer sa gestion et contribuer à l'efficacité et à l'efficience des opérations de maintien de la paix (voir également A/75/829, par. 59 et A/74/806, par. 28).